

Recherches sociographiques



Le socialisme des " nous "

Gilles Gagné

Volume 24, numéro 1, 1983

L'entreprise canadienne-française

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056017ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056017ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Gagné, G. (1983). Le socialisme des " nous ". *Recherches sociographiques*, 24(1), 95-122. <https://doi.org/10.7202/056017ar>

Résumé de l'article

Le manifeste *Pour un Québec socialiste* (Comité des cent, Montréal, 1981) est, à double titre, une étrange construction : ce manifeste, il a fallu le faire et, en ce sens, sa construction se présente comme le premier acte de la construction du mouvement socialiste où se bâtit le pouvoir populaire voué à la construction du Québec socialiste ; ensuite, il a fallu le faire d'une certaine manière, et alors son architecture témoigne de la finesse politique de ses auteurs.

LE SOCIALISME DES « NOUS » *

Le manifeste *Pour un Québec socialiste* (Comité des cent, Montréal, 1981) est, à double titre, une étrange construction : ce manifeste, il a fallu le faire et, en ce sens, sa construction se présente comme le premier acte de la construction du mouvement socialiste où se bâtera le pouvoir populaire voué à la construction du Québec socialiste ; ensuite, il a fallu le faire d'une certaine manière, et alors son architecture témoigne de la finesse politique de ses auteurs.

Construire le mouvement

À la fin des années soixante, de grandes espérances et un peu de *wishfull thinking* ordinaire se combinèrent dans un projet révolutionnaire diffus qui attendait des masses qu'elles se montrent à la hauteur des tâches manuelles et militaires qu'exigeait la création du socialisme dans une seule province ; lorsque celles-ci ont dû s'en remettre à leurs porte-parole « officiels » (journalistes, juristes, syndicalistes, chefs de partis, etc.) pour faire rentrer l'armée canadienne dans son trou,¹ l'Esprit a abandonné la gauche comme il lui était venu et une décennie de printemps s'est terminée à l'automne. Depuis ce jour, la gauche, puisqu'il faut bien la nommer néanmoins, a été contrainte à une sorte de retraite non planifiée mais qui, après coup, semble avoir été dominée par la

* Jean-Jacques Simard a apporté de nombreuses retouches à cet article ; comme je lui avais demandé son opinion sur un texte qui n'était pas encore tout à fait lisible, il a dû, pour arriver à s'en faire une, séparer les paragraphes, contourner les digressions, compléter des tournures elliptiques et rectifier quelques imprécisions. Je l'en remercie d'autant plus sincèrement que je peux maintenant, contrairement à l'usage, dire de ce texte qu'il n'y reste que les défauts qu'il y a laissés.

1. Ceci dit sans passer de jugement rétrospectif sur l'action du F.L.Q. Comme celle-ci ne fait pas encore tout à fait partie de l'histoire tout en n'étant plus d'actualité, il n'y a encore que la vérité subjective de ceux qui furent impliqués qui soit de quelque importance et, à ce chapitre, il faut voir que la tolérance, pour ne pas dire la sympathie, d'une partie de l'opinion publique à l'égard du F.L.Q. lui a conféré, en son temps à tout le moins, une sorte de légitimité sur laquelle on ne peut pas revenir.

recherche de divers « enracinements » : *l'enracinement dans les appareils pédagogiques* (scolaires et syndicaux) a eu comme corollaire le développement d'une gauche dont la portée est restée académique, justement, et que son inspiration néo-marxiste prédisposait à vivre enkystée dans les institutions en lui permettant de s'absoudre de cette compromission (de son propre point de vue) par une rigidité théorique d'une grande pureté et d'une grande pauvreté. En réaction, *l'enracinement organisationnel* a suscité l'émergence de groupuscules marxistes-léninistes dont la principale activité tourne autour de l'organisation interne (recrutement et formation), et qui visent moins à prendre un jour le pouvoir (ce qui n'est que la finalité, décrétée mais non poursuivie, de leur rationalité organisationnelle), qu'à rappeler « les civilisés à la honte d'eux-mêmes » par un rigorisme moral des plus exigeants.² *L'enracinement dans les mouvements sociaux*, enfin, a été l'occasion, un peu à la suite du mouvement contre-culturel, de la reformulation d'un désir de changement sur le terrain culturel ; on peut citer ici, bien sûr, les groupes féministes, écologistes, autogestionnaires et diverses autres formes de critique de la vie quotidienne qui, des coopératives à la résistance régionale, se préoccupent activement de ce qu'il est convenu d'appeler la qualité de la vie.

À la lumière de ce triple enracinement, le programme des auteurs du *Manifeste* peut donc être vu de la manière suivante : il s'agirait de faire sortir la gauche d'appareil de son long hiver de stérilité en l'unissant au dynamisme des mouvements sociaux (régions, femmes, jeunes, etc.) et de cimenter cette union dans une structure organisationnelle voisine de celles des groupuscules (je demande à être admis..., je souscris au *Manifeste*..., je m'engage à respecter les règlements et à accomplir mes tâches..., je certifie que je ne suis pas membre d'un groupe rival...³). Comme il s'agit là d'une synthèse malaisée, le simple fait

2. Il est certain que la réalisation concrète du moindre des idéaux traditionnels du communisme et du socialisme ne peut pas même être envisagée en dehors de cette *Réforme* profonde de l'individualisme qui constitue le cœur de la pratique des groupes marxistes-léninistes. Rabattant sur l'individu militant (un peu à la manière de l'existentialisme sartrien) la responsabilité finale pour ce qui est de l'édification et du fonctionnement éventuel de l'ordre social communiste, les groupuscules (qui ne sont pas pour rien la cible favorite de la gauche agnostique des appareils), sont le seul terreau où fleurissent aujourd'hui à nouveau le sens des responsabilités, le courage, la constance, la générosité, le sens du sacrifice et du partage, la fidélité à une morale, l'examen de conscience et la répudiation de ce qu'il y a de détestable dans le moi. (À ce propos, il ne faudrait pas croire que l'aptitude personnelle à la réflexion se limite, pour ces militants, aux quelques dogmes officiels qu'ils répètent ; ils cultivent la capacité de renoncer aux vaniteuses opinions personnelles, non pas celle de ne pas en avoir.) Bref, une société qui serait formée de militants d'En lutte ou du P.C.O. (ce texte a été rédigé en janvier 1982) — ce qui n'a rien à voir avec une société qui serait « construite » selon les plans qu'il leur faut faire semblant d'avoir — serait une société fondée sur une moralisation interne de sa participation par chacun des membres et où il pourrait être attendu de chacun selon ses capacités et donné à chacun selon ses besoins. Comme le disait le proverbe.

3. Voir le feuillet de demande d'admission. Il s'agit là de professions de foi typiques d'une contre-réforme ; les groupes marxistes-léninistes, eux, sont ainsi faits que ces choses n'ont pas besoin d'être dites : ils ne visent pas à recruter des inconnus par la poste mais s'adressent aux

qu'il ait été possible de construire ce manifeste témoigne de l'ampleur du sentiment d'un manque à la gauche du P.Q. et peut-être aussi, un peu, d'un désir opportuniste d'occuper le créneau pendant qu'il est vide. Si l'on devait en juger d'après le nombre de solutions verbales et de formules éculées qui s'y trouvent, on croirait que la construction de ce manifeste fut une opération technique et que, si ce savant assemblage de matériaux s'élève quelquefois à la hauteur de l'engagement qui est attendu du lecteur, cela est dû davantage à des rencontres inopinées entre des revendications ramassées à la traîne et des scandales cueillis à la surface de Statistique Canada qu'à l'inspiration sociale de ses auteurs. Il ne s'y trouve, en effet, aucune idée générale, aucune perspective unificatrice qui aille au-delà des dénonciations usuelles et rituelles de l'impérialisme et du capitalisme, aucune analyse trahissant autre chose que l'habileté à mettre bout à bout des interprétations et des revendications disparates mais familières, et de le faire d'une manière qui a l'air de dire quelque chose. Il est clair, bref, que la conception que le Comité des cent se fait de la « politique » lui vient de l'examen de son propre fonctionnement (de même, sans doute, de celui des appareils où ses membres ont séjourné) et que la pensée socialiste dont il a accouché est la simple somme de ses tiraillements internes : ce manifeste est un *deal*. Combien de réunions a-t-il fallu pour arriver à cette heureuse alternance du singulier et du pluriel (« les classes ouvrière et populaires ») supposée désigner le sujet historique d'une manière qui fasse justice à différents dogmatismes ? Combien de menaces de démission en bloc des membres des sous-comités concernés a-t-il fallu pour que le titre du manifeste pour un Québec socialiste s'allonge de deux ou trois autres mots clefs ? Que veut dire le projet de « socialiser les moyens de production » (p. 35), sinon que la moitié des membres du comité s'opposait à ce que l'on parle de les étatiser (l'État ? Attention !), que l'autre moitié s'opposait à ce que l'on parle de les nationaliser (la nation ? Attention !) et que l'on a réglé à la table centrale sur une « socialisation » qui, comme l'horoscope, a tous les sens de n'en avoir aucun ? À quoi rime cette proposition « d'instaurer un mode de rémunération basé sur la participation au travail social » (p. 38) sinon à se donner l'air d'avoir la réponse à une question que l'on ne sait même plus poser ?

Ce manifeste, dirait-on, le Comité des cent se l'est arraché comme une vieille dent émoussée : de sous-comité en sous-comité, de corrections en ratures, de vote à la majorité sur des connotations en compromis grammaticaux entre tendances, le Comité des cent a construit, paragraphe après paragraphe et en quelques années, un bréviaire de maux et une anthologie de solutions qui

individus en les prenant un par un et n'entreprennent leur réarmement moral qu'une fois que ceux-ci ont donné suffisamment de signes de consentir à l'opération. Pour ce qui concerne la troisième composante de la synthèse que vise le *Manifeste*, nous pouvons donc dire que l'engagement qu'il demande est d'un mimétisme assez creux et que les promesses que l'on s'attend à recevoir par la poste ont tout juste la valeur du « non » que le voyageur doit répondre en entrant dans certains pays lorsqu'on lui demande s'il a l'intention d'organiser une révolution.

marchent main dans la main mais qui n'ont ensemble aucun sens ; ou plutôt, qui se contentent de dire qu'il y a des choses scandaleuses et qu'il doit bien y avoir des solutions radieuses. À cause de ce seul message, cette construction verra peut-être s'abattre sur elle (parce qu'elle le mérite en un sens et que les temps s'y prêtent) l'assentiment de ses éventuels locataires ; le mouvement socialiste, cependant, n'aura pas avancé d'un pas de puce car il ne peut avancer que s'il offre à comprendre la « situation présente » d'une manière qui ouvre sur des propositions de changement qui soient figurables et désirables. Et ici, on peut dire que le *Manifeste* évite soigneusement toute incursion en dehors des clichés les plus râpés ; lorsque l'on examine ce qu'il dit, les remarques du type de celles qui précèdent, qui ne sont encore que conjectures malveillantes sur des épiphénomènes, doivent être prolongées vers le vide fondamental du *Manifeste* et vers la fine architecture qui est supposée empêcher le lecteur de voir que ce socialisme est nu.

Écrire un document

Mais le *Manifeste* est bien fait (et c'est en ce second sens que nous voulons parler de sa construction) : entre une liste illustrative de ce qui ne va pas dans la société actuelle et un programme d'action (construire le mouvement) ayant pour but de la changer, la section centrale explique pourquoi les choses sont comme elles le sont et tente de le faire d'une manière qui indiquerait dans quel sens elles doivent être changées. Mais l'explication n'explique rien ; aussi le *Manifeste* doit-il se contenter de proposer que dans l'avenir tout le contrôle sur tout soit donné à tous les hommes et à toutes les femmes afin que tous et toutes, réunis dans un grand pouvoir populaire, puissent orienter collectivement, en toute liberté et selon leurs aspirations propres, les innombrables productions sociales vers la satisfaction pleine et entière des besoins réels de chacun. Il suffisait d'y penser. Et c'est ainsi seulement que les auteurs parviennent à imaginer le Québec qu'il ne reste plus qu'à construire : ce sera essentiellement le même qu'aujourd'hui, à ceci près que l'organisation du pouvoir y sera si parfaite que le pouvoir proprement dit sera nulle part à force d'être partout, alors que pour les maux que le pouvoir entraîne habituellement, ce sera l'inverse. Ce *Manifeste* est donc l'opération par laquelle une pensée politique myope au dernier degré se transforme en sa propre caricature et se fait disparaître en tant que telle : tout étant dans le contrôle, le contrôle sera dans tout. C'est une étrange prophétie, et un programme encore plus étrange.

I. TOUT EST DANS LE CONTRÔLE

Commençons par la statistique des maux. La section qui lui sert d'entrée en matière est évidemment la couverture de légitimité dont le *Manifeste* abuse par la suite. Sous prétexte de rappeler le lecteur à la réalité, les auteurs

commencent par passer en revue les taux de misère, les indicateurs de pauvreté, les statistiques d'insatisfaction et les indices de souffrance qui forment le gros de la nouvelle quotidienne : chômage pour les régions, les femmes et les jeunes ; faim, froid et obscurité pour les assistés ; répression et mesures d'exception pour les grévistes ; chantage et délation publique pour les employés de l'État ; manipulation et tracasseries pour les handicapés ; violence, pour les femmes encore ; génocide pour les autochtones ; dépendance pour le Québec ; insécurité pour les vieux ; manipulation pour les consommateurs ; surveillance pour les travailleurs ; dégradation de la qualité de la vie pour ceux que ça concerne et exploitation pour presque tous ; et ainsi de suite, de l'inaction péquiste pour les travailleurs du cinéma à l'étranglement de la P.M.E. québécoise par le capital étranger, en passant par la maladie pour les enfants des quartiers populaires, les auteurs dénoncent avec virulence tous les travers et toutes les contradictions que les médias impassibles annoncent à cœur de jour à un public immunisé.

Cette nomenclature, cependant, même accompagnée de fortes exclamations, est insuffisante ; le *Manifeste*, certes, annonce ainsi qu'il entend assumer dans une perspective sociale toutes les souffrances et toutes les injustices que le système tend précisément à renvoyer aux individus. Mais le problème c'est que la générosité qui est à la base de son indignation morale, en se propageant dans cette liste sans principe, tombe au rang d'une énergie informe que le *Manifeste* consomme à mesure qu'il avance dans ce qui est aussi bien l'énumération des victimes de la « société » que le recensement des clientèles possibles du mouvement qui se cherche. Le problème c'est que ce « rappel de réalité » ne veut rien dire de plus que celui qui est fait à la Une des journaux. Le problème, c'est qu'il ne suffit pas que quelqu'un s'annonce comme étant de toutes les luttes, de toutes les revendications et de toutes les souffrances⁴ pour qu'elles s'unifient autour de cette déclaration comme autour de leur commune signification. Il y a une immunité générale qui vient de ce que chacun appartient à plusieurs catégories de victimes et qu'il lui est d'autant plus facile d'abandonner les autres à leurs luttes qu'il désespère de suffire à mener les siennes : il est floué, lui dit-on, comme producteur ou comme consommateur, comme jeune ou comme vieux, comme femme à la maison ou comme homme à l'est de Saint-Laurent (écart des espérances de vie selon la géographie sociale), comme francophone au Canada ou comme anglophone au Québec, comme Québécois chômeur ou comme immigrant balayeur, comme travailleur des services ou comme bénéficiaire, comme urbain si l'industrie l'empoisonne ou comme rural si elle lui fait défaut, comme propriétaire tondu par l'intérêt ou comme locataire égorgé par le loyer, etc. Le problème, c'est qu'en prenant globalement parti pour les quelques dizaines de millions de victimes qui

4. ... d'ailleurs beaucoup plus faciles à supporter pour le comité qui additionne les scandales pour en faire manifeste que pour le lecteur solitaire qui, dans son inquiétude diffuse, se voit offrir de prendre la crise de la réalité sur ses épaules comme si c'était un monolithe, ou de se retirer dans la mauvaise conscience.

coexistent au Québec au taux de quatre ou cinq par personne physique dans le meilleur des cas, le *Manifeste* ne fait rien de plus que de renvoyer son illustration de la réalité du côté de l'impénétrable poussière de contradictions que soulèvent ensemble à chaque jour l'infinité des revendications particulières qui constituent le système. Le problème, c'est que l'on peut passer plusieurs vies à recueillir dans les annuaires statistiques des écarts scandaleux entre des taux et des pourcentages mais qu'ainsi on ne fait qu'épaissir davantage le mystère où risque de se perdre aujourd'hui jusqu'à la plus élémentaire intuition d'une justice sociale. Le problème, c'est qu'il ne suffit pas de joindre sur papier la voix du jeune théâtre criant pour des subventions vitales à celles des régions exigeant des capitaux et à celles des femmes qui demandent que soit démocratisé le droit de ne pas avoir peur à Saint-Roch pour avoir instruit le procès du capitalisme et pour avoir transformé ce que tout le monde sait en une critique qui contribuerait à percer le brouillard formé de toutes ces évidences.

Bref, ce que le *Manifeste* dit et comme il le dit, il suffit d'être au monde pour le savoir et c'est plutôt en vue d'arriver à l'oublier qu'il faut se bricoler une explication, blindée évidemment. Voilà pourquoi, lorsque le *Manifeste* s'engage sur la voie d'une telle explication (pour faire la preuve qu'il entend être des deux côtés de la maladie?), il ne peut faire mieux que de compléter la férocité parfaitement banale de son « rappel de réalité » par des simplicités dont le seul intérêt est de se présenter comme analyse. Au lieu de partir de la compréhension tout à fait claire et commune de l'éclatement de la réalité, justement, au lieu de partir de ce qui est compris par chacun comme étant « un problème de compréhension », justement, et au lieu de le faire d'une manière qui ne consiste pas à nier que c'en soit un vrai, justement, le *Manifeste* fait son lit dans le postulat que « les classes ouvrière et populaires sont dépossédées largement des moyens nécessaires à la compréhension de cette réalité » (p. 14) (mais quand cela sera vrai, tout discours ne sera-t-il pas voué au vide?). Anticipant ainsi très « largement » sur l'état de dépossession de ces classes, il entreprend tranquillement de leur exposer de vieux « moyens de compréhension » tout délabrés;⁵ il procède alors exactement de la même manière que ceux qui, parlant à leurs plantes, leur confessent de vieilles lubies sans la moindre gêne.

Qui mène tout ?

« D'une part, une minorité, la classe capitaliste » qui contrôle « l'ensemble des moyens de production et d'échange des biens et des services ». « D'autre part, l'immense majorité de la population, les classes ouvrière et populaires » dont les membres ne contrôlent que « quelques biens personnels et surtout leur

5. Suppose-t-on qu'elles (ces classes) possèdent encore les moyens de comprendre l'exposé qui leur est fait de ces moyens de compréhension et qu'il reste aux légumes de la pratique une âme pour la théorie ?

force de travail » (p. 15).⁶ « L'infime minorité » a beau être simple comme le concept de minorité, elle n'en est pas moins, en tant que classe capitaliste, géographiquement stratifiée : « Notre société est dominée par ces quelques dizaines de milliers d'individus, milliardaires ou millionnaires, québécois, canadiens, américains ou autres, anglophones ou francophones, les Rockefeller, les Bronfman, les Desmarais. » (P. 16.) Sous cette minorité mondiale règne une sous-minorité spécialisée en affaires québécoises : « dans le cercle restreint des conseils d'administration des multinationales, des grandes institutions financières, des hautes sphères de l'État et des Conseils des ministres, ils sont quelques centaines à façonner notre présent et à hypothéquer notre avenir ! » (p. 27).

« Façonner le présent » est évidemment une bien grosse tâche pour quelques centaines d'individus ; mais comme ils sont à la pointe d'une pyramide de pouvoir à laquelle rien n'échappe et comme ils contrôlent cette pyramide, ils contrôlent tout : la richesse collective et le destin des populations ; l'opinion publique et la guerre des sexes ; la cherté des produits et leur qualité. Ils sont la cause première (ou finale ?) du gaspillage et de la pollution, de la standardisation des comportements et de « l'organisation » instrumentale de la culture. Bref, outre les moyens de production, ils contrôlent les médias, les partis politiques, la police, la justice et (une grosse bouchée pour finir l'assiettée) l'appareil d'État. Et ainsi, c'est « notre vie économique, politique, sociale et culturelle » qui est entre leurs mains. (Pour la liste complète, voir les pages 15 à 27.) Remarquons en passant de quelles illusions le commun des mortels est capable : juste au moment où il s'imagine que bien des choses *are getting out of hands*, on lui apprend que d'un travers à l'autre le réel est sous contrôle ; remarquons aussi que, si cela était vrai, il n'y aurait là que motifs de réjouissances : pendre quelques centaines d'individus n'est pas la mer à boire et on pourrait, pendant la période de transition — le transfert du contrôle à tous et chacun ne peut pas se faire en une seule opération facile — remettre le pouvoir entre les mains du Comité des cent. Pour l'intérim, cent socialistes triés sur le volet doivent bien valoir cent capitalistes sortis des hasards de l'hérédité ; et ainsi, techniquement parlant, la révolution s'en trouverait grandement simplifiée. Le réel ne comporte donc plus qu'un seul défaut et ce n'est pas d'être sous contrôle : c'est de ne pas être sous *notre* contrôle ; lisons bien :

6. Nous aurons à revenir un peu sur cette tournure d'esprit particulière qui fait croire aux auteurs que les travailleurs (et les « travailleuses » de service) *contrôlent* leur linge de corps et leurs diverses écuelles : en fait, ces choses n'exigent pas encore tant d'attentions. Nous aurons aussi à revenir sur cette attitude consistant à absoudre la majorité (qui « ne possède rien »... ou presque) en l'*immensifiant* : l'opération est classique (selon Tocqueville) dans la bouche du politicien qui sait mettre son auditoire du côté du bien et qui a la prudence de s'interdire l'examen critique des nombreuses manières que ses interlocuteurs ont d'assumer et de désirer l'infâme système qu'il dénonce, ce système dont les responsables se raréfient judicieusement dans la bouche de notre homme à mesure que son auditoire s'élargit dans son espérance. Bref, nous reviendrons sur cette manière, pour le socialisme, de faire l'économie de la critique sociale.

« Qui décide des besoins de la population, de la répartition des ressources entre les secteurs et les régions, des priorités de développement, des politiques énergétiques, des objectifs de la production, de la distribution des biens et des revenus, de ce qui sera exporté et de ce qui sera importé, de la façon dont sont organisés le travail, l'éducation, la santé, l'habitation, le transport, les activités culturelles? Qui décide de la qualité et du prix des aliments, des vêtements, des logements, des automobiles, de tous les autres produits de consommation? Qui a le pouvoir d'ouvrir ou de fermer les mines, les usines, les commerces, les hôpitaux, les écoles, les centres de loisirs? » (P. 25.)

Qui? Eux. Des besoins? Eux. Des opinions? Eux. De l'âge de la retraite? Eux. Du taux d'emploi des femmes? Eux. De l'abolition du *loving care* dans les hôpitaux? Eux. De la qualité des dispositifs qui servent à écouter la télévision lorsque l'on est absent? Eux. Qui devrait contrôler toutes ces choses? Nous. La distribution des longueurs de vie? Nous. L'usage du tabac? Nous. La qualité des automobiles? Nous. Les centres de loisirs? Nous. Les moyens de compréhension? Nous.

La pyramidalisation du capitalisme

Mais laissons de côté le thème de la reprise du contrôle (profilé partout sous la dénonciation de ceux qui l'exercent aujourd'hui) et examinons d'abord cette dénonciation du point de vue de sa valeur propre. Il s'agit en effet d'une affaire qui traîne dans la littérature scientifique depuis que C.W. Mills a eu l'audace de renverser les thèses de McCarthy (le sénateur) et d'annoncer l'existence d'une conspiration « capitaliste » : il n'y a pas, disait Mills, de propriétés émergentes ou immanentes du *social system* (ça c'était pour Parsons) et encore moins du système capitaliste (ça c'était pour l'orthodoxie marxiste), mais il y a quatre cents *overlappers* qui décident de la société au coup par coup et qui, de concertation en conspiration, pilotent le réel depuis ses principaux centres de contrôle. Et pour bien montrer qu'il n'entendait pas abandonner au Savonarole de l'effondrement idéologique de l'Amérique la moindre parcelle de son terrain, Mills produisit ce que McCarthy n'avait jamais réussi à sortir de sa manche : une liste de noms. Bref, il opposa aux quelques maigres agents du communisme international exhibés par la droite, une jolie brochette de militaires, de politiciens, de millionnaires et de vedettes *proper* qui, littéralement, faisaient l'histoire. Dans les circonstances, l'entreprise était sans doute parfaitement catholique : il fallait du courage, aussi bien pour viser les grands que pour ridiculiser la notion de contraintes structuro-fonctionnelles *a priori* dont les *social sciences*, impeccablement déterministes, se faisaient une sagesse (de Pangloss) *a priori*. Ce renversement, néanmoins (qui comme pour le pudding n'avait pas changé la saveur de la chose), ouvrit à nouveau les sciences sociales à la théorie de la conspiration ; pour le Canada, Porter, Park et Park, Clement, Newman et Fournier, par exemple, se sont engouffrés dans cette brèche et en ont tiré des listes de responsables de longueur variable (*few dozen/few thousand*), basées sur des critères différents (de l'endogamie à l'appartenance à

un gros club de golf) et ont violemment exposé au grand jour toutes sortes de choses, truculentes ou étonnantes, concernant les décideurs de nos vies (« économique, politique, sociale et culturelle »).

Dans ces travaux, en général, les auteurs réussissent très mal à éviter que la valorisation de l'objet, constitutive de tout acharnement studieux, ne se transforme en fascination pure et simple, sinon en amour pour les gros messieurs qui prennent de grosses décisions. Victime de ses propres efforts visant à percer des mystères, le savant transcendantalise la puissance des puissants et se transforme lui-même en un augure informé de la source du sens qui descend « d'en haut » sur la vie contrôlée des masses terrestres ; il est ensuite d'autant plus à l'aise pour décoder les signes qui attestent l'existence de la conspiration des décideurs qu'il insiste davantage sur son caractère d'invisibilité aux yeux du commun. Parce que les *higher circles* contrôlent tout, il y a beaucoup plus de sens dans les gestes des membres de l'infime minorité, un peu comme si, par distillations successives, l'intentionnalité humaine, jadis diffuse, s'était concentrée en ces quelques hommes et qu'il n'y avait plus que leurs actions pour être compréhensibles. S'interroge-t-on sur la cohésion de l'infime minorité ? On en trouve différents signes, dont celui-ci : « Le soir de sortie de la bonne est jeudi à la grandeur des États-Unis, de Portland, Oregon à Norwich, Connecticut ».⁷ D'autres fois, ce que disent les *top executives* est considéré comme la vérité simple, du moment qu'ILS le disent au savant, directement, par questionnaire (c'est la fascination à réaction : c'est vrai, ILS me l'ont dit à MOI) : voulant savoir s'il était exact, comme elles le disent dans leurs annonces, que les grandes compagnies poursuivent des buts plus nobles que le profit, P. Fournier pose la question aux décideurs ; compilant ensuite ses questionnaires, sans doute tous remplis par les départements de relations publiques, il pourra annoncer que « les prétentions des entreprises selon lesquelles elles sont principalement orientées vers des buts sociaux ne sont pas supportées par les faits ».⁸ Les faits réfutés ici, c'est ce qu'ILS disent à la télévision, et le fait qui réfute cela c'est qu'ILS ont dit le contraire AU CHERCHEUR. Bref, tout signe qui vient de là-haut est valorisé et réputé en relation avec la vérité ; celle-ci peut donc être reconstruite par un décodage *a priori* de la réalité parce que celle-ci finit par être, dans sa totalité, un simple assemblage de résultats des décisions des puissants. Ainsi, tout peut être interprété au moyen d'une grille qui laisse filer tout le concret sous prétexte de voir au-delà et qui procède, comme disait l'autre, par abduction : comment la société serait-elle si ceux qui « profitent » le plus avaient le pouvoir de la décider d'outre en outre ? Elle serait exactement comme elle est et donc ils ont ce pouvoir. C'est une explication qui ne rate jamais son coup car, une fois qu'on l'a invoquée, tout la confirme. C'est comme pour la saignée : si le patient meurt, c'est que l'on a saigné trop peu et trop tard ; et s'il survit, c'est grâce à la saignée.

7. W. DOMHOFF, *The Higher Circles*, New York, Vintage, 1971, p. 99.

8. P. FOURNIER, *The Quebec Establishment*, Montréal, Black Rose, 1976, p. 5.

Il était donc fatal que cette branche de la science finisse par être une sorte d'*Écho-Vedettes* ; comme il arrive maintenant que les Grands se prêtent au jeu télévisé du scénario que la science a écrit pour eux⁹ et comme il arrive qu'ils soient bourrés de talent, il est normal que des socialistes, cédant devant l'évidence et mettant fin à leur longue résistance aux interprétations métaphysiques du social, se constituent à leur tour en colporteurs des rumeurs de là-haut. Enfermés dans des moyens de compréhension grâce auxquels ils arrivent à ne plus rien comprendre, ils peuvent faire mine, maintenant qu'ils savent *who's who* dans la sphère céleste des décideurs, de tout comprendre.¹⁰ Voilà pourquoi il ne faut pas chercher quelle est la réponse qu'il convient de donner à toutes les questions concernant le contrôle que pose le *Manifeste* ; sauf pour les centres de loisirs et la guerre des sexes, domaines où il semble avoir innové, ce sont les réponses données par les auteurs cités plus haut qui lui ont suggéré ses

9. Je pense à « *L'Establishment canadien* » et aux autres séries du même genre.

10. Si la société contemporaine était totalement abandonnée à la mode, ce socialisme-là aurait tôt fait d'avoir la plus belle des belles cotes d'écoute ; sa coïncidence « objective » avec le goût du jour en matière de fiction, en effet, est impressionnante : pendant qu'au petit écran les uns jouent leur rôle réel de conspirateur en exercice, les journaux à potins se sont emparés de l'histoire du Québec moderne qui ne serait rien d'autre que l'histoire de la Patente. Prenant appui sur le fait que ladite Patente est restée secrète pour déduire qu'elle fut donc « terriblement importante » (alors qu'elle est restée secrète parce que ceux qui y passèrent ont eu honte d'avouer qu'ils avaient lancé de la poudre de perlinpinpin sur la flamme d'une bougie en prononçant des incantations dans le genre « un nami nimail nimo »), on titille l'imagination du public en lui apprenant que la prise du pouvoir par le P.Q. a été planifiée en 1940 par Jean Drapeau, le Cardinal Léger et quelques milliers d'autres patentards qui sont devenus par la suite épiciers ou vendeurs de boîtes. On prend un phénomène expressif pour la cuisine où aurait été produite l'histoire et on conclut que l'évolution historique de l'État libéral vers la gestion technocratique des conflits sociaux s'est faite selon un schéma de conspiration (alors que la Patente fut la transcription laïque de l'idéal clérical d'une emprise « éclairée » sur l'âme du peuple, hybridée avec la question de « l'éducation du peuple » comme condition du bon fonctionnement de la démocratie, question typique du libéralisme radical au XIX^e siècle en Europe). En fait, et au mieux, la Patente aura-t-elle eu une influence sur quelques « carrières » : de la même manière qu'entre deux grossistes concurrents l'épicier favorisera celui avec qui il a commis jadis d'inavouables niaiseries, le ministre ex-patentard aura tendance à recruter ses sous-fifres parmi ceux avec qui il a jeuné. Mais, entre le système social et le système des amitiés qui se sont nouées dans les catacombes, il y a une marge que l'explication ne franchit qu'en changeant de nature.

Ajoutons pour terminer cette note que, lorsqu'elle est affranchie de cette téléologie du *contrôle de la société*, l'étude de l'infime minorité constituée par les barons de l'industrie et de la finance et l'évaluation de son influence sur l'ensemble du réseau industriel et financier prend une tout autre allure. À titre d'exemple, on trouvera dans : Jean MENAUD et Dusan SIDJANSKI, *L'Europe des affaires*, Paris, Payot, 1967, une appréciation raisonnable des rapports entre la formation de l'Europe économique et la formation de conglomerats à visées pan-européennes. (Cependant, les auteurs retombent à la fin dans les extravagances pré-citées lorsqu'ils se mettent à déduire l'avenir de l'Europe des décisions que ces groupes prendront.) De la même manière, Jorge NIOSI (*Le contrôle financier du capitalisme canadien*, Montréal, P.U.Q., 1978) étudie la grande bourgeoisie canadienne en évitant assez soigneusement de prétendre que la « société canadienne » est le produit de ses barons. Comme quoi il y a une différence entre la recherche des fabricants de l'histoire et l'étude des propriétaires des fabriques.

questions de même que sa conception dualiste de la société. Il s'agit là, en quelque sorte, d'une théorie de la société dont la répétition doit avoir l'effet d'un rite purificateur ; à l'inverse du dualisme médiéval, en effet, c'est la partie « transcendante », avait dit Mills, qui constitue l'inépuisable réservoir du mal dans le monde, mal qui descend sur les régions sublunaires de l'immense majorité sous la forme d'une société déjà toute faite (politiquement, économiquement, socialement et culturellement à tout le moins) et qu'il ne reste plus qu'à vivre ou à détruire jusqu'à la racine. Vous avez trente secondes pour décider ; prenez une grande respiration et signez ici en oubliant autant que possible que s'il y avait trente secondes de vérité dans cette vision du monde, la créature impuissante que vous êtes censée être, programmée jusque dans ses idéologies par cent décideurs, s'élèverait à la stupidité définitive en s'imaginant faire ce choix. Et il n'y aurait pas de moyens de compréhension venus d'assez haut pour y changer quoi que ce soit.

Pour être une absurdité analytique, cette conception de la classe-dominante-à-tout-faire n'en a pas moins, à divers titres, une certaine pertinence. Dans ce monde où tout menace de s'effondrer, la vie terrorisée s'accroche à un système d'accumulation de la puissance matérielle voué à lui-même ; la récession justifie qu'on taille dans le gras humain pour lubrifier les rouages d'une machine à produire qui ne mène nulle part, si ce n'est vers une nouvelle phase de croissance et de prospérité à laquelle le Tiers-Monde où les ressources finiront, de toutes manières, par opposer une limite ; dans la vie quotidienne, les assurances tous risques, les protections étatiques, les minimums garantis et les droits de tout acabit se font une si âpre concurrence (à coup de chartes mondiales, nationales, provinciales et municipales) qu'ils provoquent ensemble une inflation qui en siphonne à mesure le pouvoir de rédemption ; dans cette société de *human relations* thérapeutiques, de prospectives, de rationalisations, de conscientisations et de propagandes, chacun est l'objet sur lequel travaille quelqu'un d'autre et tous s'entendent pour dire, sans savoir ce qu'ils veulent dire : « nous n'avons pas le contrôle sur nos vies ». C'est ce contexte-là qui rend séduisant le postulat (nostalgique, somme toute), qu'existe quelque part une emprise centralisée sur la société dans son ensemble et il le devient encore plus à mesure que la réalité se modifie dans le sens contraire ; à la limite, à défaut de se retrouver dans le tumulte, on l'imputera à la divinité. Pertinente aussi, cette théorie de l'infime minorité car elle vise des modifications du capitalisme qui sont devenues des évidences communes : gigantisme, concentration, concentration globale, dont le résultat net, à première vue, est de réduire comme une peau de chagrin le nombre de ceux qui sont réputés contrôler l'ensemble ; à mesure que les bourgeois devenaient très grands, la bourgeoisie devenait très petite. Et cela vous laisse en face une immense majorité à vocation révolutionnaire attendant le manifeste qui viendra organiser la convergence de ses luttes et de ses revendications. Cette image cependant, aussi pertinente soit-elle, néglige un fait. Les choses comme le capitalisme finissent, à force

d'évoluer, par changer de nature et le rôle que l'on veut continuer d'y faire jouer à la « propriété des moyens de production » a été écrit pour une tout autre pièce.

La pyramidalisation du capitalisme, en effet, c'est-à-dire la multiplication des liens de parenté et de contrôle entre les firmes, si elle a pour conséquence d'augmenter le « pouvoir économique » de ceux qui sont au sommet des pyramides, diminue en même temps l'autonomie de chacune des firmes qui y sont soumises et les branche circulairement les unes sur les autres dans des réseaux d'interdépendance, d'adaptation réciproque et de circulation d'informations ; ces réseaux substituent à la propriété, comme fondement de l'aptitude à la décision, un système de prise de décision idéalement immunisé contre tout arbitraire personnel. Alors que pour le capitalisme concurrentiel la notion de pouvoir économique est, au mieux, d'un usage métaphorique et ne vise rien qui aille au-delà du droit de propriété, nous avons affaire, avec le « pouvoir » de l'Infime Minorité, à une véritable capacité d'institutionnaliser ; ces commis voyageurs du capital branchent les unes sur les autres des firmes devenues trop lourdes pour s'adapter au coup par coup à des marchés extrêmement volatiles et qui, pour cette raison, cherchent à se donner un environnement institutionnel où il leur serait possible de planifier leurs activités sur la base de connaissances précises de la planification des autres (clients, fournisseurs, prêteurs, concurrents, États, etc.). Aussi, lorsque l'on nous dessine, sur un *centerfold* à la Playboy, l'organigramme de tel conglomérat ou l'ensemble des liens de parenté qui structurent une branche d'industrie et que l'on nous signifie que la famille est contrôlée par telle compagnie, elle-même contrôlée par telle clique, on nous montre en fait deux choses fort différentes qu'il faut très habilement confondre pour réussir à imputer à l'Infime Minorité le pouvoir de déterminer nos vies « politique, économique, sociale et culturelle ».

D'abord, pour ce qui est du corps de la pyramide, représentée par ces centaines de flèches d'épaisseur variable, dont certaines symbolisent les échanges de personnel (*managers*, directeurs, gros actionnaires, experts légaux, financiers, commerciaux et autres), et d'autres les rapports de propriété des firmes entre elles, nous avons affaire à un système de rétroaction global dont le fonctionnement quotidien est totalement subordonné à des critères formels très généraux, à des règles de procédure contraignantes, à des contrôles et des vérifications de toutes sortes, bref, à toutes les techniques qui caractérisent les systèmes bureaucratés de « prise de décision ». À ce niveau, la propriété n'est qu'un des canaux (d'importance variable selon les branches et les pays) où circulent ces flux d'information et se présente sous la forme de propriété institutionnelle (telle firme possède partie de telle autre).

Dès que l'on atteint les hauteurs de cette pyramide, on s'aperçoit qu'il faut plutôt se la représenter sous la forme d'un entonnoir inversé et que l'Infime Minorité doit effectivement être distinguée de toute la structure en ceci qu'elle

conserve, en même temps qu'une partie de la propriété (« personnellement » cette fois), le pouvoir (au sens propre) d'introduire par la petite embouchure de l'entonnoir les critères généraux de la logique organisationnelle interne de même que ses procédures de fonctionnement. Le travail spécifique des grands propriétaires est la *production des réseaux d'intégration bureaucratique de l'activité des firmes* et l'exercice du « pouvoir économique » consiste, bref, en cette capacité de pyramidaliser le capitalisme. Cette capacité, finalement, est bel et bien la dernière à demeurer typiquement bourgeoise, n'étant elle-même que minimalement couverte par les règles et les principes traditionnels du droit de propriété et étant la seule, dans le système économique, à jouir de ce degré de liberté.¹¹ (La propriété fonde ainsi la légitimité de ce pouvoir-là.)

Les décisions que prennent les décideurs concernent donc principalement la mise en place de macro-systèmes rationalisés de prise de décision et il faut un peu beaucoup d'imagination pour penser qu'ils auraient les moyens, depuis ces hauteurs, de contrôler la société. Lorsqu'ils mettent leur tête entre deux appareils (téléphoniques) qui veulent entrer en communication, lorsqu'ils arrangent des partouzes pour les morceaux de capital qui veulent faire connaissance, lorsqu'ils intègrent dans la grande communauté les compagnies perdues dans leur coin qui périssent à essayer de se brancher au pifomètre sur des marchés du troisième type ; lorsqu'ils échangent un petit banquier contre un gros spécialiste des tracteurs et deux experts légaux contre un *junior fellow* de la trilatérale, lorsqu'ils recrutent un ancien politicien à connexion pour l'exposer sur une tablette ; lorsqu'ils créent un réseau de communication entre ceux qui dessinent les téléphones et ceux qui les installent dans les maisons, entre ceux qui font des rouleaux de papier et ceux qui les déroulent pour faire des journaux, entre ceux qui fabriquent les poutres et ceux qui les transforment en ponts ; lorsque, somme toute, ils socialisent (pour employer un concept que le *Manifeste* semble vouloir détourner à d'autres fins) les forces productives en intégrant, en droit ou en fait, le système productif, ils sont les plombiers sans

11. Mais ce degré de liberté n'est que l'indication du degré d'indifférence : pensons à ces aventures rocambolesques, dont les journaux raffolent, où l'on voit un décideur qui se lève un matin avec une « idée » dans la tête et qui, après avoir téléphoné à sa banque pour emprunter toutes les liquidités à la traîne dans le pays, se retourne pour faire une offre d'achat sur la moitié de l'économie nationale. Puisque de toute manière les actifs ainsi achetés seront payés avec les actions de la nouvelle « entité », et puisqu'il est parfaitement indifférent que ce soit ce morceau-là qui s'assimile l'autre ou l'inverse (sauf pour ce qui est de la détermination du nom propre qu'il faudra mettre dans la case d'en haut), l'opération est parfaitement indifférente et, en elle-même, elle se résume à un immense brassage de papier. C'est seulement ensuite, au plan technique et bureaucratique, lorsque la planification de chacune des firmes ainsi apparentées se met à s'alimenter de la planification de toutes les autres que commence véritablement le grand jeu. Et si les « décideurs » se refusent à ce jeu, la concurrence et l'État se chargent de les convertir ou de les excommunier.

grandeur d'une tuyauterie sans mystère¹² et ils ont bien fait leur travail si la « famille » arrive à peu près adéquatement à identifier par elle-même, mécaniquement, les compagnies qui font des pertes et celles qui font des gains et à « décider » de fermer les premières pour élargir les secondes.

Notons cependant que, dans la mesure où les quelques capitalistes qui ont encore un nom propre (et, présumément, les préférences et les idiosyncrasies qui vont avec une telle chose) se maintiennent, sous l'alibi de la propriété, à l'embouchure des réseaux de régulation dont ils sont chargés d'assurer la croissance et la stabilité, ils gardent du même coup la capacité, toute négative, *d'en entraver le bon fonctionnement*. Dans l'hypothèse où surviennent quelques modifications globales, négatives et non planifiées, de l'environnement « politique, économique, social ou culturel » (la séparation du Québec, par exemple), il est clair que les entremetteurs de la vie normale peuvent se transformer en « intervenants » non négligeables et arriver rapidement à une stratégie commune consistant à tuer la poule aux œufs d'or, c'est-à-dire à suspendre l'application du critère de la « profitabilité » et à punir à grands frais le morceau d'environnement récalcitrant. Mais il en va de l'Infâme Minorité comme de tous ceux dont le pouvoir est abstrait : elle ne peut déplacer ni les montagnes ni les usines et la concurrence mondiale étant ce qu'elle est (voir le cas de la Pologne où les uns brassent leur beurre pendant que les autres punissent à perte), personne n'est plus assez grand pour être durablement « irrationnel ». Hélas, et c'est le point central, la « mystique des Décideurs » ne consiste pas seulement à leur reprocher une éventuelle stratégie contre-révolutionnaire (un truisme), mais à leur imputer, positivement, le cours de l'Histoire, la guerre des sexes et la production des besoins : or, de ce côté-là, les Grands ne comptent pour rien de plus que zéro et on pourrait aussi bien les oublier jusqu'à la veille de la révolution, quitte alors à les enfermer pour qu'ils ne viennent pas faire de bruit dans les bureaux.

L'Infime Minorité n'est donc encore qu'une partie de l'histoire ; si elle joue un rôle important dans la modification de la structure du capitalisme et si elle ne peut jouer ce rôle « d'institutionnalisation » des rapports entre les unités de production qu'en s'appropriant les attributs résiduels attachés à la propriété des moyens de production, il faut voir aussi que cela implique une espèce de cybernétisation et de diffusion des fonctions de contrôle de la classe dominante, une sorte « d'émiettement » du travail de la bourgeoisie (toutes les notions étant ici employées métaphoriquement, celle de bourgeoisie y inclus). La pyramidalisation du capitalisme, en effet, et l'évanouissement de la bourgeoisie qu'elle

12. Quand ils veulent se divertir de ce dur labeur où, à la journée longue, l'histoire les traverse comme s'ils étaient des idées sans substance, ils accordent une entrevue à un savant versé dans l'art de démasquer les éminences grises de la réalité sociale — à Peter Newman par exemple — et celui-ci se charge de les faire passer pour demi-dieux auprès du public.

suppose,¹³ furent et restent les conséquences inévitables du mouvement de formation d'oligopoles de la fin du XIX^e siècle, lui-même enfant légitime de la concurrence. En devenant gigantesques, les entreprises acquéraient la possibilité de s'émanciper du marché juste au moment où elles s'y trouvaient contraintes : véritables dinosaures administratifs liés à long terme à trop de clients, à trop de fournisseurs, à trop de syndicats et à trop d'investissements pour avoir la souplesse requise face à des marchés qui devenaient à chaque jour plus instables, ces oligopoles furent obligés de surmonter leur propre inertie en planifiant leur croissance en même temps qu'elles stabilisaient la concurrence par des fusions. Ces techniques, qui visaient d'abord à mettre de l'ordre dans les différents secteurs industriels, ont ensuite été généralisées dans la perspective d'une gestion rationnelle globale du rapport des entreprises à leur environnement ; le *network building* devenait alors la stratégie universelle en dehors de laquelle on ne pouvait que tâtonner dans le noir ; grâce à elle, la propriété se concentrait aux sommets d'autant mieux qu'elle s'émiettait dans le public et, à mesure que la « technostructure » se ramifiait, la maximisation des profits devenait le simple instrument (d'autant plus rationnellement visé) de la maximisation de la croissance. Cette dernière, finalement, devenait le principe de l'adhésion des *managers* salariés à « leurs » firmes et, à leur suite, de l'adhésion des occupants de toutes les autres parcelles de la fonction de direction. L'idéal d'une croissance indéfinie, constituant un but en soi — et pour soi — a même fini par devenir la marque des compagnies civilisées ; ensuite les gouvernements s'en sont emparés, et l'utopie a été étatisée.

Voilà pourquoi, dès que l'on quitte les très hautes sphères où, à l'abri de la propriété, s'effectue le travail sur la structure et que l'on descend juste en dessous pour tenter d'identifier, dans l'exercice concret du « contrôle des moyens de production », cette volonté unifiée qui déterminerait nos vies « politique, économique, sociale et culturelle », nous ne pouvons plus y voir autre chose que ce qui s'y trouve : prévision et planification, contraintes et ajustements, efficacité et rationalité, information et communication, développement, recherches, innovations, adaptation et compagnie, bref, l'économicité sous toutes ses formes et toutes ses redondances, inscrite dans la structure de toutes les opérations.¹⁴ En descendant encore, nous trouvons ensuite qu'il devient délicat

13. ... que cette pyramidalisation converge ou non vers l'État comme vers son sommet naturel ; lorsque c'est le cas (lorsqu'il y a évolution vers le capitalisme monopoliste d'État, comme on disait tant il y a une dizaine d'années), ce n'est pas tant l'émergence d'une « bourgeoisie d'État » qui est remarquable, mais l'abolition de la différence formelle entre l'État et la société civile ; si c'est à cela que la notion paradoxale de bourgeoisie d'État a charge de faire allusion, c'est une allusion qui est faite par le mauvais bout ; autant parler de l'étatisation de ce qui reste des fonctions de la bourgeoisie.

14. La pyramidalisation du capitalisme est donc aussi un mouvement d'automatisation de son fonctionnement et il n'y a maintenant plus rien à tirer des motivations du Bourgeois (Marx, Weber, Sombart, etc.) qui illustrerait ce que ce personnage a de particulier dans notre société ; le

de tracer la ligne de démarcation entre le travail proprement dit et le travail sur le travail, entre l'exploiteur et l'exploité, entre la valeur produite et la valeur extorquée; partout les gradations sont infinies et les critères de distinction pifologiques. Il n'y a plus que la misère et le confort qui soient visibles, la peine et la jouissance qui soient distinctes mais comme données de fait qui ne livrent plus la formule de leur engendrement. La disparition «tendancielle» de la classe exploiteuse dans le trou noir de la concentration s'accompagne de la multiplication de ses substituts partiels et innocents. Le produit n'a plus à être arraché au producteur; insignifiant et indésirable, il est cédé avec empressement contre quelques morceaux de sens en forme de gadget. À la limite, le travail de tous glisse entre les doigts de chacun sans laisser d'autres traces de lui-même que les symboles qui se consomment «différenciellement» dans la hiérarchie qui l'organise et le reproduit en l'élargissant.

Comment peut-on ici tant s'affairer à mettre le doigt sur la responsabilité spécifique de quelques comédiens si ce n'est dans le but de se détourner de la critique de toutes les adhésions qui constituent le maillon faible de toute la, sans majuscule, patente? Comment le peut-on? C'est difficile à dire mais on peut examiner ce que ça donne: ça donne des confusions à n'en plus finir.

L'inégalité des inégalités

Prenons la question des inégalités. Le *Manifeste*, qui ne dédaigne jamais le sensationnel, trouve ici matière à quelques points d'exclamation. Voici une des conséquences qu'il juge bon de relever du contrôle de la société par Vous Savez Qui:

«Faut-il, par crainte de ne pas être entendus dans le concert assourdissant des discours officiels, rester silencieux et ne pas dire que les *inégalités* existent et grandissent dans notre société? 1/5 de la population s'accapare autant de revenus privés que les autres 4/5 ensemble!» (P. 14.)

D'abord il ne faut jamais craindre, lorsque l'on ne risque pas sa vie (ou enfin, pas trop), de dire la vérité; là-dessus, tout le monde est d'accord avec les auteurs et la question est inutile. Ensuite, que l'inégalité existe, c'est précisément là le thème favori du concert assourdissant des discours officiels, surtout en

«productivisme», comme dit le *Manifeste* par exemple, n'est plus un enjeu des luttes sociales mais leur contenant civilisationnel. Quant aux *intérêts économiques* de l'infime minorité, il ne s'agit plus, dans la théorie, que d'une chose vague à laquelle il est possible d'imputer la misère des autres: si des syndiqués signent une pétition pour que leur firme obtienne des contrats d'armement, comme cela ne peut pas être dans leur intérêt aux yeux de celui qui les voit en tant que représentants de l'Humanité, il lui faut des «personnes» dont les intérêts particuliers sont objectivement en opposition avec l'intérêt général; en fait, à l'exception de la gigantesque inertie de l'infime minorité, il n'y a rien de particulier dans la manière dont elle s'accroche à ses privilèges.

période d'élection et de rattrapage, concert qui est d'ailleurs devenu particulièrement assourdissant ces temps derniers à propos des inégalités privé/public. Donc, jusque-là le *Manifeste* a été brave en vain.

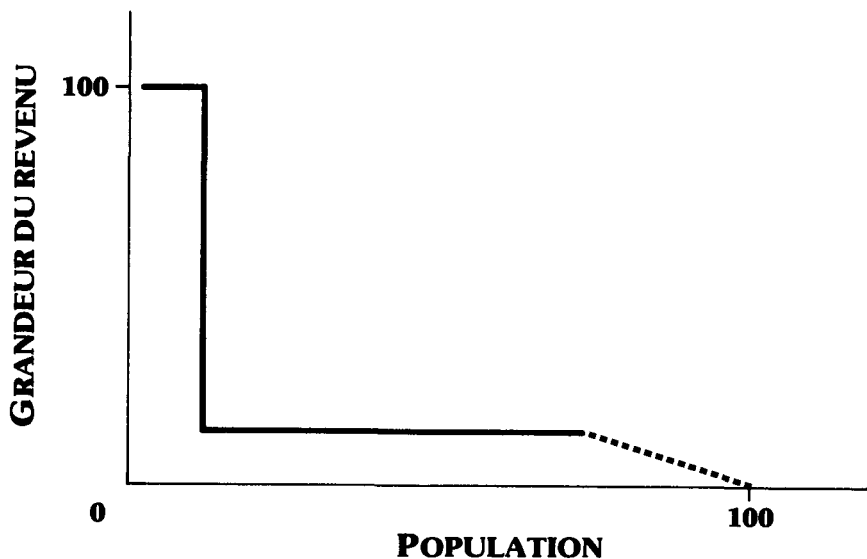
Les inégalités grandissent ? À propos de ce quintile supérieur qui reçoit autant (pas tout à fait autant, mais enfin) de revenus privés que les quatre autres quintiles ensemble, notons d'abord que cette inégalité-là ne grandit pas mais qu'elle est à peu près stable, si l'on fait abstraction des années où elle diminue ; notons aussi qu'étant donné que ce quintile supérieur commence dans les environs de \$25 000, les membres du Comité se trouvent à se scandaliser du fait qu'ils se situent eux-mêmes en majorité du côté des, pour employer leur mot, « accapareurs » ; c'est un drôle de scandale, en effet. En réalité, ce 20% de la population se compose de 99.99% d'Immense Majorité et de 0.01% d'Infâme Minorité. Disons que, pour un mouvement qui en toute chose met de l'avant l'harmonie des revendications de l'immense majorité, c'est un scandale mal choisi. Pourtant, de la matière à exclamation, il y en a à pleine page dans les annuaires statistiques ; par exemple, sur la page d'où ils ont tiré ce $1/5 = 4/5$, les auteurs ont sans doute vu que, puisque la part du quintile supérieur reste à peu près stable et que celle du 30% de la population situé entre le revenu médian et ce quintile supérieur s'accroît régulièrement, la part du revenu privé de la *moitié riche* de la population est passée, en à peu près vingt ans, d'à peu près quatre fois à à peu près six fois celle de la *moitié pauvre*. C'est peut-être une question de goût, mais il semble que cela soit un scandale aussi gros que l'autre : $1/5 = 4/5$; $1/2 = 6$ fois $1/2$.

Certes, les préférences du Comité sont cohérentes : il ne s'exclame que des choses qui évoquent l'opposition fondamentale divisant, selon lui, la société (l'Infime/l'Immense), sa tâche étant de masquer le reste au profit de la convergence. On pourrait être parfaitement d'accord sur le but mais sans chercher à enfouir les problèmes sous des illusions ; l'illusion, par exemple, que la seule existence de l'inégalité crée *de facto* chez ceux d'en-bas une communauté d'intérêts (le *Manifeste* ajoute « objectifs ») fondée sur une communauté de conditions de vie. Or, cela ne va pas de soi et dépend du genre d'inégalités auquel on a affaire.

Il y a, peut-on dire, deux types limites d'inégalité de revenu qui constituent les pôles entre lesquels se situe la totalité des cas concrets : dans le premier type, une très petite fraction de la population s'accapare une très grande partie du revenu, le reste de la population se partageant la balance d'une manière égalitaire. En portant en ordonnée la grandeur des revenus et en abscisse la population, nous pouvons nous figurer la situation au moyen du graphique 1 (toutes les dimensions indiquées sont quelconques : c'est la forme qui est illustrée). La partie de la population dont la grandeur du revenu est indiquée en pointillé forme ici la classe des exclus du système, c'est-à-dire l'ensemble de

ceux qui sont réduits au minimum vital (niveau en dessous duquel il n'y a, à terme, que des morts); cette partie de la population constitue le tampon de l'inégalité sociale, le régulateur de la distribution, et varie avec la conjoncture.

GRAPHIQUE 1



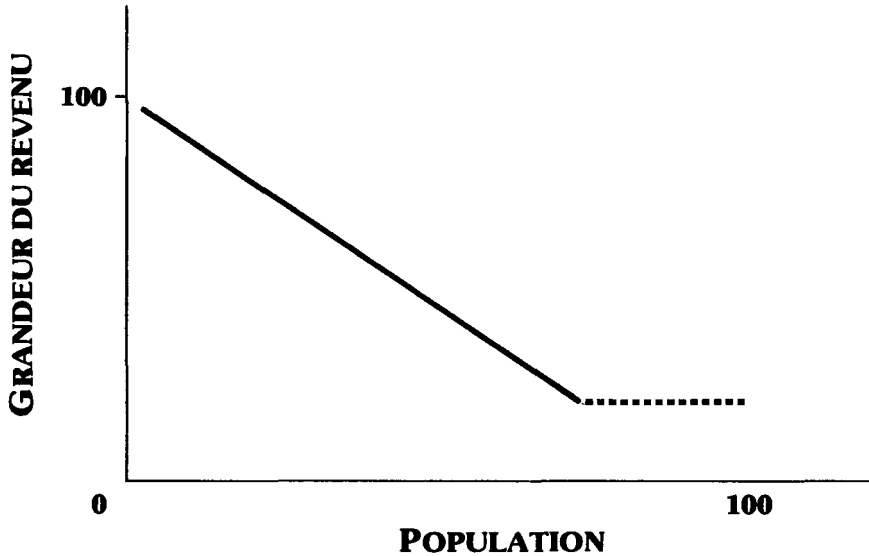
Inégalité absolue.

Dans l'autre type (graphique 2), chacune des unités de revenu, comme disent les statistiques, touche un revenu d'une grandeur différente et régulièrement décroissante; c'est une inégalité parfaitement homogène et hiérarchisée. Ici, les exclus du système (en pointillé), voient leurs revenus rabattus au minimum légal¹⁵ (en-dessous duquel vous avez droit de ne pas être).¹⁶

15. Nous parlons ici de minimum légal parce que le passage de l'inégalité de type I à l'inégalité de type II se fait dans le cadre du relèvement général des conditions de vie qui caractérise le capitalisme; comme le développement des rapports marchands détruit les formes de solidarité marginales, culturellement définies, au sein desquelles les exclus parvenaient encore à ne pas mourir sur le champ, la société dans son ensemble, par l'intermédiaire de l'État, en vient à devoir assumer la pauvreté et la prendre en charge. Cette dernière apparaît alors de moins en moins comme résultat naturel des catastrophes, des famines, des pestes, etc., et devient, explicitement, un produit social.

16. Il y a évidemment un troisième type d'inégalité qui constitue l'inverse du premier: une majorité se partage le gâteau en toute équité en laissant tomber quelques miettes à la partie de la population qui végète dans l'infamonde; l'égalité, dans ce cas-ci, étant devenue la règle pour la majorité, l'inégalité n'est plus « sociale » et ne concerne plus la structure interne de la société; elle

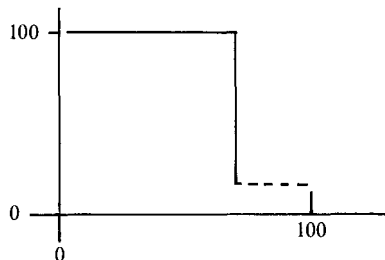
GRAPHIQUE 2



Inégalité différentielle.

Alors que le « $1/5 = 4/5$ » du *Manifeste* a l'air de dire que nous sommes plus près du premier cas que du second, c'est précisément l'inverse qui est vrai : la courbe est encore creuse vers l'origine mais elle continue de se relever par le milieu ; depuis vingt ans, nous avons pris pour une réduction de l'inégalité ce qui était en grande partie une transformation de sa nature. Cette transformation n'est évidemment pas indifférente car, dans l'histoire déjà séculaire de ce passage du premier au second type d'inégalité, c'est la possibilité même d'une

est plutôt l'indication de sa limite. On se dirige vers cette situation lorsque, à partir d'une inégalité de type II, le niveau de vie de la partie de la population située au centre du spectre continue de se relever et que, pour parler d'elle, la courbe devient convexe. Mais cela, c'est l'avenir ; contentons-nous du présent.



fixation normative de « ce qu'il est nécessaire d'avoir pour vivre » qui s'effrite. Lorsque l'inégalité est absolue, une partie importante des membres de la société expérimentent une condition commune qui est, malgré tout, une manière de vivre; en particulier si tous sont d'accord pour dire qu'il serait « normal » de pouvoir vivre un peu mieux, il existe alors en fait une définition très homogène des besoins et la culture de ce groupe, en toutes ses manifestations, rabat les désirs sur la satisfaction de ces besoins-là. Dans le cas de l'inégalité différentielle, par contre, l'individualité formelle de la société civile bourgeoise devient individualité de statut socio-économique, comme on dit, et après la disparition des communautés concrètes, ce sont les conditions de vie que sont dé-culturalisées¹⁷ (par la « différence » après l'avoir été par la misère du prolétariat). Dès lors, comme la place occupée par rapport à la propriété des moyens de production ne peut prendre la forme consciente de l'appartenance à une « classe sociale » qu'en étant redoublée par l'appartenance à une culture matérielle commune, par un sentiment partagé du nécessaire et du besoin, cette « place » se trouve progressivement ravalée au rang d'une critériologie objective inerte qui, à terme, n'intéressera plus que le statisticien.

L'insécurité différentielle

L'inégalité différentielle entraîne, entre autres, trois conséquences générales bien connues. *Premièrement*, elle tend à induire ce que nous pourrions appeler une inflation structurelle permanente. Ce type d'inégalité du revenu, en effet, est un système de mobilité obligatoire où ceux qui ne montent pas descendent; sur la grande échelle des échelons, le déroulement d'une vie est nécessairement vécu comme ascension quantitative et toute « aspiration » devient aspiration vers le barreau suivant : à chaque année son échelon.¹⁸ Une fois cette demande devenue à peu près générale et consacrée (par la logique des années d'expérience, par exemple, ou par toute autre assomption d'ascension), elle se transforme en « demande d'inflation » puisque la mobilité ascendante ne peut être réelle que si elle est restreinte plutôt que générale; c'est là une tautologie. Même dans le cas d'un enrichissement collectif réel, si c'est la hiérarchie dans son ensemble qui s'élève, la pression à l'ascension *dans* la hiérarchie reste égale à elle-même. Bref, vous ne convaincrez plus personne qu'il pourrait avoir une vie meilleure en

17. Ce vide sera éventuellement rempli par la consommation de masse, où les « créneaux du marché » correspondent à des sous-cultures. Cette drôle d'inversion selon laquelle c'est la différenciation (quant au prix et, donc, quant à la signification) des biens couramment consommés par *tous* qui devient le fondement d'une identification abstraite à d'autres, selon laquelle, bref, le marché devient l'armature du système des sous-cultures, est l'indication d'une démocratisation relative de cette fonction expressive de la consommation dont Veblen a parlé à propos de la « classe des loisirs ».

18. On « fait carrière » dans la vie; et pour ce, rien ne vaut la chance de pouvoir faire du même coup carrière dans la bureaucratie, étatique ou oligopolistique.

conservant le même revenu ; il y a là une sorte de fétichisme quantitatif qui est constitutif de ce type d'inégalité. *Deuxièmement*, s'il y a effectivement croissance globale des revenus réels, la structure différentielle engendre en plus une pression irrationnelle au maintien indéfini de cette croissance ; ici, c'est l'effritement de la norme qui joue à plein. L'augmentation du pouvoir d'achat, en effet, pourvu qu'elle soit à peu près régulière, entraîne à mesure des modifications insidieuses des habitudes de consommation qui siphonnent par en arrière l'augmentation du revenu. Sans habitudes de consommation bien ancrées, fixées dans des savoir-faire « domestiques » traditionnels, le consommateur devient infiniment plastique et cette modification à la hausse de son pouvoir d'achat reste donc parfaitement « insensible ». (Le mouvement rectiligne uniforme n'est que le cas général de l'immobilité, a dit un spécialiste bien connu de la subjectivité des corps physiques.) Chacun, en conséquence, reste constamment à l'étroit dans des revenus réels constamment croissants et « demandera » donc indéfiniment que soit maintenue cette croissance. (Que le P.N.B. s'arrête de croître une année et la hiérarchie dans son ensemble tombe dans le rouge, quel que soit le niveau de vie atteint.) Si, plus haut, nous avons affaire à la société d'aspiration (... à l'ascension imaginaire), nous avons affaire ici à l'ascension par en haut du niveau de la « nécessité » lorsque aspirée par la croissance réelle ; le nécessaire reste tout aussi nécessaire mais il devient infiniment variable. En fait, il devient différent pour chacun et, en ce sens, il tend à la subjectivité absolue : sa dé-socialisation est achevée et c'est un petit morceau de Marx (les besoins sont socialement définis) qui tombe dans le passé. (Peut-être a-t-il dit cette vérité-là à la dernière minute, juste au moment où ça devenait un problème : la chouette de Minerve ne prend son envol qu'à la tombée de la nuit. Ou peut-être encore l'aphorisme reste-t-il vrai si l'on considère qu'au moment où il peut être prononcé dans son sens moderne, c'est que la définition des besoins a cessé d'être extérieure aux mécanismes du marché — où ils doivent trouver satisfaction — pour être intégrée par eux.) *Finalement*, dans une situation d'inégalité différentielle la définition du minimum légal devient une opération parfaitement arbitraire : tout dépend ici de la grandeur de la menace que fait peser sur le système d'inégalité la partie de la population qui en a été expulsée. Les pauvres, non seulement sont toujours trop et de trop, comme c'est le cas dans l'inégalité de type I, mais encore, de par le fait qu'ils sont entretenus à un niveau de vie politiquement déterminé, ils en ont toujours trop. (Dans une société de privilèges de fait, les garanties légales données à la pauvreté apparaissent comme privilèges honteux.) Bref, alors que la détermination du nécessaire devient totalement subjective, tout le monde se donne des airs de pouvoir l'établir objectivement pour les autres. Encore ici nous trouvons une illustration de ce que nous avons vu précédemment : le contrôle social devient la *business* de tout un chacun mais d'une manière perverse. Le marchand de meuble lapide le chauffeur d'autobus parce qu'exerçant un métier de tout repos, il ne se contente plus de \$20 000 ; et celui-ci, à son tour, lapide les assistés qui boivent de la bière et regardent la télé avec son

argent. En fait, tout le monde vit mieux que tout le monde : lorsque Baptiste regarde par en bas, il ne voit que des gens heureux qui ont moins de « responsabilités » que lui (entendre : qui peuvent supporter de moins grandes dettes que lui) et, lorsqu'il regarde par en haut, il se dit que s'il pouvait monter un peu, lui aussi, il pourrait mieux supporter les siennes. C'est la société d'envie généralisée, de l'insécurité adaptée à la situation de chacun et, à la limite, parfaitement subjective (au sens courant d'illusoire). La différence sape la référence.

Que les inégalités existent, donc, c'est bien certain ; qu'elles s'agrandissent, c'est difficile à dire mais, certainement, elles se transforment d'une manière qui nous oblige à voir les problèmes autrement. Dans la situation actuelle, par exemple, la crise du partage mondial de la richesse nous vaut certainement toutes sortes de ruses de la part des politiciens qui ont accepté un peu vite la tâche d'administrer les privations et il est assez clair que celles-ci tomberont là où les moyens de résister sont les moins grands. Mais choisir ce moment pour se faire passer pour le détenteur d'un truc qui permettrait de satisfaire simultanément les revendications de l'immense majorité et vouloir légitimer grâce à cette prétendue solution de rechange l'acharnement avec lequel on entend soi-même défendre sa part, cela n'est pas loin de la mystification. Si, de plus, on profite de l'occasion pour négliger savamment de remettre en question l'idéal d'une croissance et d'un « enrichissement collectif » indéfini de même que les mécanismes de drainage des ressources au profit des pays riches,¹⁹ autant dire alors que l'on a une oreille pour les problèmes des autres à condition que cela

19. Les sociétés développées prennent l'allure de la République romaine ; à mesure que le tribut « réalisé » à l'étranger s'écoule parmi les citoyens, il creuse dans le corps social les rigoles du ressentiment pour ceux qui sont en amont et de la méfiance pour ceux qui sont en aval. Un réformateur américain a vu ses chances d'accéder à la présidence tomber à zéro lorsque l'on a résumé ainsi ce qu'il avait à offrir à la population : « *Nothing for everyone* ». C'était trop radical. L'autre a été plus raisonnable : il a dit : « rien de plus pour personne et un peu moins pour certains » et, comme le paradoxe avait l'air de dégager un surplus, intérieur celui-là, même dans l'hypothèse d'une « somme nulle », il a fallu que des économistes expliquent que c'est ce qu'il fallait pour recharger la pompe ; mais la pompe n'en a jamais rien vu et toute l'opération s'est soldée, pour « certains », en une perte sèche. En situation d'inégalité différentielle, la distribution obéit aux lois de l'hydraulique parce qu'il y a une partie de la richesse qui ruisselle sur la société à partir d'en haut ; en effet, comme l'horizontale exploitation de l'homme par l'homme avait l'air d'être partie, en 1850, pour égaliser prématurément l'immense majorité à six pieds sous terre, l'État est très humainement intervenu dans les rapports sociaux entre les choses pour assurer le relèvement du niveau sur « son » territoire ; cela fait que la question de l'inégalité, pour autant qu'on ne veuille pas toucher aux avantages impériaux et sous-impériaux, se complique aujourd'hui de la manière suivante : faut-il laisser l'État s'arrêter maintenant qu'il a la moitié de la job de faite et, si oui, comment fera-t-on alors pour assécher la planète afin de relever le niveau de l'autre moitié ? Mais passons ; les petits pays n'ont pas à se préoccuper du sort du monde et nous pouvons, comme le *Manifeste* le fait lui-même après lui avoir donné un coup de chapeau, oublier la pauvreté des autres pour s'occuper de ce que fait avec « nos » richesses « notre » Infime Minorité. Pour ce qui est de la bonne conscience, il suffira de crier : mort au nationalisme étroit.

soit une manière de régler d'abord les siens. Finalement, prétendre embrasser toutes les aspirations depuis une mythologie du contrôle de la société revient à rassurer tous ceux qui croient que l'égalité leur coûterait quelque chose en leur disant : le socialisme l'établira à votre niveau. On réussit ainsi, d'un seul geste, à flatter tout le monde (ou presque) dans le sens du poil. Bien que personne ne lui ait jamais demandé ce tour de force, le *Manifeste* a transformé l'analyse et la critique en prétexte à cajoleries. En conséquence, son utopie réussit à respecter tous les tabous, toutes les niaiseries et toutes les modes qui font chic dans les salons.

II. LE CONTRÔLE SERA DANS TOUT

« Nous n'avons pas le contrôle sur nos vies » dit le *Manifeste* avec conviction. Et comme la signification de ce sentiment d'aliénation a été suffisamment explorée, par la négative, lorsqu'au moyen de l'opposition de l'Infime et de l'Immense, le *Manifeste* a montré que tout était sous contrôle, il ne lui reste plus, à la fin, qu'à déboucher sur la solution. Et elle est très simple : il nous faut reprendre le contrôle sur nos vies.

Voici comment les auteurs voient la chose : d'abord, ils nous divisent chacun en trente-cinq ou trente-six morceaux de différents « nous ». Chacun de nous, en effet, est membre d'un nous où ça dit (du moins : où ça devrait dire) : nos corps ; d'un autre nous où ça dit : notre sexe ; d'un autre nous encore où ça dit : notre groupe d'âge ; et ainsi de suite : notre région, notre ville, notre quartier, notre clocher, notre usine, notre école, notre garderie ; nos moyens de production, d'échange, de compréhension, de transport, de consommation ; etc. Inutile de nous rendre à trente-cinq, nous avons tous compris : nous sommes tous membres de plusieurs « nous ». De là la solution coule de source : nous partons de quelque deux cent dix millions de morceaux de nous, nous constatons ensuite qu'ils se réunissent en plusieurs centaines de milliers de nous (le nombre exact est à déterminer ; il dépend de la grandeur moyenne des nous) et nous concluons que ces derniers convergent finalement en une seule grande Idée : l'immense Nous. Le mot le dit. Bref, ayant chacun collaboré à la reprise du contrôle par chacun des nous auxquels nous appartenons, nous aurons le contrôle sur nos vies et nous serons une société : la nôtre. Voilà pour la forme générale de la solution ; c'est la solution verbale dans toute sa splendeur. Renonçant à penser la politique comme praxis, comme mobilisation qui a en vue les schèmes explicites et généraux d'intégration et de régulation qui impliquent l'usage de la contrainte, comme lutte dont l'enjeu est constamment la modification des mécanismes institués qui encadrent les affrontements privés et leur donnent leur forme, les auteurs abolissent tout bonnement le problème et proposent, pour l'avenir, de liquider la politique dans la totalité des tiraillements quotidiens où s'affronteront une myriade « d'intérêts particuliers » dont le caractère borné est simplement enfoui, dans leur plan, sous leur nom : ce

seront tous des « nous ». Et comme ils s'imaginent en avoir fini avec l'intérêt privé en dispersant l'individu dans ses nous (il n'y aura plus que « nos » intérêts), ils proposent d'achever la libération de l'intérêt en éliminant, dans les mots, la distinction entre le général et le particulier. La société, telle qu'ils l'extrapolent dans l'avenir plus qu'ils ne l'imaginent, sera un cosmos d'ajustements de fait entre des forces de grandeur infiniment variable mais dont le quantum de légitimité aura été standardisé une fois pour toutes : NOUS. (Ils ont peut-être raison mais en ce sens qu'il n'est pas nécessaire d'espérer cet avenir-là.)²⁰

Tout, donc, sera sous le contrôle des nous et le contrôle des rapports entre les contrôles sera, au mieux, aux mains du même ensemble de morceaux de nous regroupés cette fois en d'autres nous ; nous aurons le contrôle sur notre travail et nous aurons le contrôle sur notre rapport au produit de ce travail-là ; nous aurons le contrôle sur la production de nos moyens de compréhension et nous aurons le contrôle de notre accès à cette production. Ainsi, chacun des aspects de nos vies sera contrôlé sur différentes productions (d'enfants, de sens, de droits, de lois, de jouissances... et de toutes les autres choses) et tous nos rapports aux autres auront lieu dans le cadre de la production de contrôles. Dit d'une autre manière : tous les rapports seront rapports de production et tous les rapports de production seront politiques, mais au sens banal du terme : ils seront, immédiatement, rapports de force.

Comment faire ?

On peut se figurer cet idéal très concrètement en examinant comment, à l'occasion d'une élection municipale, un groupe de militants entendait redonner aux Montréalais le contrôle sur leur ville. « Une ville pour nous » cela voulait dire une ville où nous aurions le contrôle sur nos rues, sur notre quartier ou sur notre district. Pour assurer ce contrôle, il nous fallait nous doter de comités de quartier et de comités de rue, c'est-à-dire, puisqu'il y a des rues qui ont dix milles de long, de comités de pâté de maisons. Par le moyen de cet étagement de comités, nous pourrions, dans le cadre d'une démocratie directe, prendre progressivement le contrôle de l'environnement urbain : d'abord des parcs et des rues, ensuite des loisirs et des transports et, finalement, de la police et des moyens de production situés sur la rue ou dans le quartier. Les quelques dizaines de militants qui avaient élaboré ce projet (c'est-à-dire qui avaient

20. Les questions, entre autres, du contrôle exercé par les propriétaires, de la modification de la forme générale des inégalités et du système tendanciellement auto-équilibré des rapports de force des nous (moyennant la fermeture techno-bureaucratique de leurs circuits), questions étroitement liées, il va sans dire, ont été reprises et situées dans le cadre plus adéquat d'une théorisation des modifications contemporaines des sociétés capitalistes avancées ; voir : Michel FREITAG, « Transformation de la société et mutation de la culture : la problématique de la normativité, de la légitimité et de l'identité dans la société contemporaine », *Conjoncture politique au Québec*, 2, automne 1982.

« produit » dix pages de texte) l'avaient fait de la manière suivante : tous les soirs, pendant deux ans, ils se réunissaient (parfois en clique, parfois en tendance et d'autres fois en assemblée générale) et, par l'intermédiaire du code Morin, ils débattaient. Parfois, lorsqu'une tendance risquait de perdre un vote important sur l'ajout ou la suppression du mot « socialiste » pour qualifier le projet, il fallait rapidement téléphoner à des sympathisants (non-pratiquants) pour les exhorter à venir voter (quitte à retarder l'assemblée par la procédure en les attendant). D'autres fois, lorsqu'une version revue et amendée du programme était acheminée pour discussion vers les mini-congrès en vue de préparer la réunion de l'exécutif élargi chargé de l'organisation du colloque préparatoire au maxi-congrès, il y avait des délais causés par des irrégularités dans la rédaction de procès-verbaux de réunions exploratoires qui avaient été ajournées *sine die*. D'autres fois encore, un candidat à un poste électif (à mandat révocable en tout temps) était déclaré inapte à la fonction parce qu'il n'avait pas mené un nombre suffisant de luttes (six, par exemple) visant à nous redonner le contrôle sur nos vies, le tout tel que prescrit par les statuts. La vie, pour ces militants, était donc une vie d'amendements et de sous-amendements, de réunions et d'assemblées, de « paquetage » de salle et de manœuvres les plus diverses, bref une vie de professionnel du contrôle. Et lorsque par hasard la machine accouchait d'un produit (un *Manifeste*, par exemple), il s'agissait d'abord et surtout du produit d'un ensemble de rapports de force et il n'avait en général aucun sens (bien que chacun put y reconnaître la virgule que son contre-sous-amendement global avait permis d'ajouter le soir où il était majoritaire). Il était donc parfaitement normal qu'en toute bonne foi ceux qui contrôlaient ainsi leur parti politique s'imaginassent que les citoyens de la rue X n'auraient qu'agrément à contrôler de la même manière le budget des espaces verts pour la susdite rue et qu'après avoir pris goût au contrôle de leur rue, ils ne demanderaient pas mieux que de passer leur vie à contrôler leurs conditions de vie. Les réunions ne manqueraient jamais et les échanges d'ambassadeurs entre les districts voisins se disputant le contrôle d'égoûts communs promettaient de beaux déploiements des forces policières populaires de quartier.

Ceci n'a rien de drôle ; c'est précisément le genre de chose qui contribue le plus efficacement au discrédit d'idéaux raisonnables. Le *Manifeste* du Comité des cent est la continuation d'une idéologie puérile qui ne s'est pas encore senti trente secondes la responsabilité de figurer concrètement ce qu'elle implique. Compendium de mots creux, de vérités sacrées et de tabous les plus divers, le *Manifeste* représente l'acharnement à substituer à la réflexion des réflexes dont le contenu est impensable. Sur la question politique, il s'est contenté de prolonger cette conception empiriste du fonctionnement de la démocratie qui, après avoir tout basé sur la vie des groupes, conçoit la communauté politique comme le système des rapports d'influence entre des intérêts aussi bornés qu'innombrables ; transformant en utopie ce qui était une description superficielle mais valable, il a accouché d'une pensée tellement creuse qu'elle peut

absorber toutes les critiques partielles qui avaient encore du sens avant de disparaître dans ce trou : non à l'État, aux technocrates, à la bureaucratie, à la manipulation, etc.

Pour le *Manifeste*, tout est dans le choix de formules accréditées : nous dirigerons chacun nos productions : ce sera là notre pouvoir politique réel ; nous entrerons tous en rapport de force avec les autres nous : ce sera là notre droit démocratique réel ; finalement, nous décentraliserons, débureaucratiserons, déhiérarchiserons l'État, nous démocratiserons l'entrée dans ses appareils, nous ferons du pouvoir politique un phénomène local, régional ou national ouvert à la participation de tous, mais nous garderons l'État fort :²¹ ce sera là notre quadrature du cercle. Que des beaux mots, que des idées vides :

« Le pouvoir économique doit être collectif non seulement au niveau des grandes orientations mais dans la direction même des entreprises et des services. » (P. 37.)

« Les travailleurs et les travailleuses doivent avoir un contrôle réel sur leur travail et sur la manière dont il est organisé. » (*Ibid.*)

« Il [notre projet] reconnaît comme fondamental le droit des individus et des collectivités à être des agents réels du pouvoir politique, c'est-à-dire à diriger démocratiquement tous les aspects de leur vie comme de leur travail. » (P. 45.)

« Il [notre projet] reconnaît le droit des individus et des groupes ayant des intérêts et des objectifs communs de se constituer en organisations autonomes et d'établir un rapport de force pour la défense de leurs droits. » (P. 44.) (Quand les intérêts deviennent des droits, les intéressés deviennent policiers.)

« L'État québécois doit être radicalement transformé dans le sens d'une démocratisation des appareils législatif, exécutif, administratif, judiciaire et policier... » (P. 43.) (Pour ouvrir tous les appareils à toutes les influences de tous les nous afin que tous les rapports qui seront tous des rapports de force s'expriment partout dans la structure.)

« Le pouvoir d'État doit être décentralisé, débureaucratisé et déhiérarchisé... »

« Et ce pouvoir doit s'exercer dans une dynamique d'échange et d'interaction... »

« Certes, le *pouvoir* politique, que ce soit au niveau local, régional ou national, doit disposer d'une *capacité* réelle de coordonner et de mettre en œuvre les décisions collectives. » (P. 44.) (Mais ce n'est plus l'État qui a cette « capacité », c'est le pouvoir ; c'est le pouvoir qui a le pouvoir. Pour la définition et la localisation du pouvoir réel, voir plus haut.) (Je souligne.)

Mais peut-être qu'encore ici l'absurdité est cohérente : comme tous les rapports sociaux seront des rapports de force immédiats, il arrivera à l'État la même chose qu'à la politique et il se diffusera dans la société sans rien laisser au-dessus d'elle. Bravo. Il sera ce que les branches sont au feuillage et il suffira que ceux qui y travaillent se constituent eux aussi en un « nous » particulier (afin de récupérer le contrôle sur leur travail, comme les permanents de la

21. On comprend qu'il s'agit ici pour le *Manifeste* de ne pas avoir l'air stalinien ; mais comme on n'a pas encore fait mieux que l'État pour exproprier les infimes minorités ou pour égaliser les revenus, le *Manifeste*, qui s'en doute, d'une part veut le démolir parce qu'il ne l'a pas fait assez et, d'autre part, veut le garder pour qu'il le fasse vraiment. Mais, au total, il en liquide les acquis et en généralise les défauts. Lorsque l'on masque les contradictions on risque aussi de les résoudre à l'envers.

C.S.N.) pour que l'État trouve malgré tout sa cohésion grâce à l'existence concrète de ce nous et qu'il reste fort. On réaliserait de cette manière l'idéal anti-libéral d'une fusion de l'État et de la société, mais sans faire recours à ce fameux principe de coordination du personnel de l'État diffus que dans d'autres versions de cet idéal on nommait le principe du Führer; il suffirait ici à ce personnel d'être un nous pour qu'on en finisse avec les formalismes « centralisés ».

De toute manière, sans égard aux techniques de cette fusion l'un dans l'autre de la société et de l'État, le projet du *Manifeste* ne sait rien proposer d'autre : tous les rapports sociaux ou simplement humains qu'il touche c'est pour en faire « des lieux de pouvoir » comme il dit, pouvoir toujours exercé cordialement par quelque nous, évidemment ; toutes les institutions qu'il considère, c'est pour les ouvrir à la participation et les soumettre aux intérêts des nous intéressés. Il démocratise le « pouvoir » économique et socialise l'organisation de la justice. Et s'il « socialise » les moyens de production et d'échange, c'est afin de satisfaire les besoins « socialement définis » (nouveau renversement de la formule : ici on veut dire que les besoins *seront* socialement définis, c'est-à-dire donc : politiquement ; mais, et c'est rassurant, le pouvoir sera partout). Voilà pourquoi, lorsqu'il détaille les principaux aspects du projet (socialisme, indépendance, démocratie, égalité), le *Manifeste* dit toujours exactement la même chose : chaque changement en particulier est la « base essentielle de la construction d'un véritable pouvoir populaire » (p. 46) — le changement du tout devenant la condition de tout changement quand la société devient totale. Voilà pourquoi, finalement, l'expression du *changement du tout* que le *Manifeste* préfère à tout autre est celle de « socialisation des moyens de production ». Elle présuppose en effet que l'exercice du pouvoir a été démocratisé, c'est-à-dire *généralisé* à tous les rapports particuliers et que la société se soit universellement résorbée en organisation de la contrainte. Alors ce monde-là pourra fonctionner comme une garderie populaire : nous ne nous raconterons que les histoires que nous aurons décidé de nous raconter sur notre comité pédagogique, nous ne nous servirons plus que les plats que nous aurons décidé de nous servir sur notre comité diététique, nous ne nous chargerons que les prix que nous aurons décidé de nous charger sur notre comité des prix et nous ne nous payerons plus que les salaires que nous aurons décidé de nous payer sur notre comité des salaires. Tout sera parfait mais, comme tout sera sous contrôle, il faudra aimer beaucoup plus le rapport aux autres que les autres, beaucoup plus les réunions que l'activité proprement dite et infiniment plus les procédures que leur objet. Ce sera l'aliénation du professionnel de la réunion pour tout le monde avec, en prime, une société de nous qui ne sera plus que le système de nos rapports de force. Et nous aurons le contrôle sur nos vies.

*

* *

Si le *Manifeste* était une prophétie, elle serait mauvaise ; comme c'est une utopie, elle est un mystère : elle fait la somme de nos diverses manières d'espérer autre chose et nous effraie avec le résultat. Ayant ramené tout les défauts de la société actuelle à des défauts dans l'organisation « des » pouvoirs, le *Manifeste* propose de tout réorganiser dans le pouvoir. Pour le reste, le « projet » a déjà commencé à capitaliser les vieilles lubies :

« N'étant plus accaparé par une minorité privilégiée, le surplus social devient disponible pour améliorer nos équipements et nos services collectifs et par là, nos conditions de vie. » (P. 38.)

Les améliorations, c'est bien connu, ça se finance avec du surplus social ; vous le mettez d'abord dans l'équipement et ensuite... eh ! bien, ensuite c'est comme d'habitude. Ceux qui rêvent à une société moins forte au chapitre du surplus mais plus forte à celui des autres « améliorations », eh ! bien, ils rêvent... justement. Et que les pauvres prennent leur pauvreté en patience : sans du « surplus social » neuf, il n'y aura rien de plus pour eux.

La proposition du *Manifeste* en vue d'une autre société serait plus crédible si on pouvait en faire le portrait final suivant : le *Manifeste* refuse de subordonner la société à ses productions et à leurs détours (de la production d'équipements à la production de satisfactions en passant par la production de Biens et la production de Droits) et, postulant que quelles que soient les circonstances il en restera assez pour tout le monde, il propose de faire mieux avec ce reste.²²

Gilles GAGNÉ

*Département de sociologie,
Université Laval.*

22. Mais peut-on sortir des faux problèmes alors que tout au Québec y tend ? Sur la simple question de l'indépendance, par exemple, comment ne pas être coincé entre ceux qui disent que nous n'en avons pas les moyens (comme si on disait à un prisonnier, la veille de sa libération et dans l'espoir de le retenir, qu'une fois en liberté il ne pourra plus compter sur la cafétéria de la prison) et ceux qui disent qu'elle sera payante (comme s'ils étaient déjà prêts à encaisser des bénéfices « historiques », tombés on ne sait trop d'où). Ce que le référendum a montré, c'est que tous les groupes sociaux peuvent se laisser enfouir sous leurs intérêts imaginaires par des expectations (dans un sens ou dans l'autre) fantasmagiques. Le refrain que reprend le Comité des cent fait donc partie de la structure même de la situation québécoise : « avec le socialisme, dit-il à l'Immense Majorité, vous en aurez plus ». Aussi, s'il se trouvait maintenant quelqu'un d'assez bon et d'assez sage (André Reynauld, peut-être ?) pour faire les mises en garde qui s'imposent et dire que les sciences comptables enseignent que le socialisme coûterait dix milliard (par exemple), la chanson serait plus complète et nous nous retrouverions dans un dilemme familial.